

## **PV No 24 de la séance du Conseil Communal du mercredi 26 juin 2019**

Présidence : Mme Anouk GAUMANN, Présidente.

### **Ordre du jour :**

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV de la séance du 1<sup>er</sup> mai 2019
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapports sur le préavis n° 03/05.2019 – adoption de la gestion et des comptes 2018
7. Rapports sur le préavis n° 04/05.2019 – demande d'un crédit de Fr. 35'000.00 pour étudier l'amélioration de l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin
8. Préavis n°05/06.2019 – Demande de compléments au budget 2019 du service des finances communales
9. Préavis n°06/06.2019 – Demande d'un crédit de Fr. 48'000.– pour financer l'achat de la cabane de pêcheur – avenue de Taillecou 5 – parcelle n° 49, ECA 670
10. Nomination du Bureau pour la 4<sup>ème</sup> année de législature
  - a. du (de la) Président(e) du Conseil communal
  - b. du (de la) Vice-Président(e)
  - c. de deux scrutateurs/scrutatrices
  - d. de deux scrutateurs-suppléants/scrutatrices-suppléantes
11. Mot de la Présidente
12. Simples questions
13. Contre-appel

\*\*\*\*\*

### **1) Appel**

Il est 20h04 lorsque la Présidente ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs  
Chantal COURTAIS-REY  
Luc DUPUIS  
Steve BUGNON  
Roland LOCHER  
Sylvain RODRIGUEZ  
Marc HÄFLIGER  
Yves MORAND  
Louis-Claude PITTET

Marc-Antoine SIEGWART  
François SIEGWART  
Pascal GIRARDET  
Michel PERRIARD  
David MONDADA  
Matthias JACQUAI  
Dominique DUBUGNON  
Vincent PERRUCHOUD

Blaise VAN POUQUE

Philippe CHABLE

Guy GUERITZ

Joël TARDY – Appelé à 21h00 par pompiers

Michelle BROOKS-STRICKER

Alexandre BUVELOT

Thierry JAQUIERY

Absent

Carmelo TODARO

42 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

L'assemblée passe à 41 membres présents à 21h00 suite au départ de M. Joël TARDY, appelé par les pompiers

## **2) Adoption de l'ordre du jour**

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

## **3) Adoption du PV n°23 de la séance du 1<sup>er</sup> mai 2019**

La Présidente met en discussion le procès-verbal n°23.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le procès-verbal n°23 est accepté à l'unanimité des membres présents.

## **4) Communications du Bureau**

### **a) Inauguration du nouveau bâtiment de l'administration communale**

Mme la Présidente nous fait part de ce qui suit :

Samedi dernier le nouveau bâtiment administratif a été inauguré sur le thème du rouge et du blanc. Couleurs qui caractérisent ce bâtiment, mais également celles des bons crûs qui ont été servis à l'apéro.

Mme la Présidente a eu l'honneur de couper le ruban en bonne compagnie pour marquer ce passage.

Cette cérémonie a également été l'occasion pour la Municipalité de recevoir le label « Cité de l'énergie » et d'être félicitée pour son engagement.

## **5) Communications de la Municipalité**

**M. Daniel MOSINI**, Syndic, nous fait part de ce qui suit :

### **a) Caisse intercommunale de pensions (CIP) – Communication n°23/06.2019**

Les délégués des employeurs et des assurés de la CIP se sont réunis le 13 juin dernier à Moudon.

A cette occasion, le Conseil d'administration a annoncé une performance nette des placements de la CIP est de -2,5%, résultat bien inférieure à celui de l'année 2017 (7,9%) et implique une baisse du degré de couverture, passant de 71,6% au 31 décembre 2017 à 68,3% à fin 2018. Ce dernier reste toujours supérieur au minimum de 65,2% fixé par le chemin de recapitalisation adopté.

En termes d'effectifs, la CIP compte 304 employeurs affiliés, 13'841 assurés actifs (augmentation nette de 232 assurés) et 6'685 rentiers (augmentation nette de 285 pensionnés). D'après le Président, la structure de la Caisse reste donc solide, avec une légère baisse de l'âge moyen des assurés du plan ordinaire à 45 ans et 1 mois.

Pour terminer, rappelons que le nouveau plan de prévoyance, adopté par l'Assemblée des délégués en septembre 2017, est entré en vigueur le 1er janvier 2019

### **b) Voie verte – Communication n°24/06.2019**

La réalisation d'une Voie verte, reliant Saint-Prex à Lutry, via Morges et Lausanne, fait partie des projets prioritaires pour les communes de la région morgienne.

A ce jour, pour le tronçon nous concernant plus directement, soit jusqu'à Morges, voire Préverenges, les étapes suivantes ont été effectuées :

- Demande de cofinancement auprès de la Confédération (PALM 2016) qui a été accepté à hauteur de 3.19 millions de CHF
- Etablissement d'une charte d'aménagement avec la Ville de Lausanne pour garantir la cohérence sur l'ensemble du tracé.
- Analyses particulières pour garantir la continuité de l'itinéraire

La prochaine étape est la signature d'une pré-convention de financement entre les Communes et le Canton. Les études de détail suivront. La mise à l'enquête du projet est prévue pour 2022.

Afin de communiquer sur l'avancement du projet, Région Morges a prévu un important dispositif de communication. Outre le dépliant explicatif que vous trouverez à l'entrée et qui vous a été remis électroniquement, les actions suivantes ont été planifiées :



Juillet et août : mise en place d'un concours de slogans pour la promotion de la Voie verte ([www.voieverte.ch](http://www.voieverte.ch)), campagne sur les réseaux sociaux, marquage éphémère de la voirie à Saint-Prex et Morges, affichage SGA aux gares de Saint-Prex et de Morges, ainsi que sur deux bus MBC.

Lorsque le projet sera suffisamment étudié, la Municipalité sera en mesure de vous le présenter. Un préavis vous sera soumis.

### **c) Exercice 2018 de la Fondation Irène Leroy – Communication n°25/06.2019**

Comme chaque année, nous avons l'avantage de porter à votre connaissance le résultat des comptes 2018 de la Fondation Irène Leroy.

En 2018, nous avons accordé des aides sociales pour un montant de Fr. 5'704.-, ainsi que des prestations complémentaires pour un montant de Fr. 57'900.-.

Le compte d'exploitation de l'immeuble boucle sur une perte de Fr. 6'366.-, après attributions et amortissements.

Une perte sur les mouvements financiers de Fr. -108'152.- est à constater. Le compte de profits et pertes boucle sur une perte de Fr. - 154'347.-, reportée à capital.

Les fonds propres s'élèvent à Fr. 1'828'081.- au 31 décembre 2018 contre Fr. 1'982'428.- au 31 décembre 2017.

M. Daniel Mosini, Syndic, a été reconduit dans sa fonction de président. M. Pierre Lanthemann, vice-président, Mme Pierrette Jaton, M. David La Framboise, et M. Pierre-Alain Givel continuent à siéger en tant que membres

### **d) Jardins vivants – Communication n°26/06.2019**

En collaboration avec les communes partenaires, Région Morges entame la mise en œuvre de son plan d'action pour la biodiversité. Ce dernier comprend 24 actions concrètes pour favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les processus d'aménagement du territoire.

Parmi les actions retenues pour 2019, la campagne « Jardins Vivants » vise à sensibiliser les propriétaires de maisons individuelles aux enjeux de préservation de la biodiversité et les inciter à réaliser des aménagements favorables à la faune locale dans leur jardin. Elle se décline en deux actions complémentaires :

- Une série d'articles publiés dans les bulletins des communes et recensés sur le site internet de Région Morges. Pour la commune de Saint-Prex, un article est paru dans l'édition de juin de « La Balise »



- Un accompagnement personnalisé pour des propriétaires qui souhaiteraient savoir ce qui serait envisageable pour favoriser la biodiversité dans leur jardin. Les propriétaires intéressés peuvent s'annoncer jusqu'au 31 juillet sur le site internet de Région Morges.

(<http://www.regionmorges.ch/Jardins-Vivants>, voir flyer)

Un bilan de ces actions sera réalisé en fin d'année.

**M. Anthony HENNARD**, Municipal, nous fait part de ce qui suit :

**e) Unité d'accueil pour écoliers (UAPE) – ouverture d'un groupe au collège du Chauchy – Communication n°20/06.2019**

L'Association du Cerf-Volant s'occupe depuis de nombreuses années de l'accueil des préscolaires et de l'unité d'accueil pour écoliers (UAPE).

Dès 2012, notre commune n'a pas hésité à répondre favorablement aux demandes de la direction de l'UAPE pour ouvrir des structures communales pour les 5-6P afin de libérer de la place pour les plus petits. Ces structures sont gérées par l'administration communale.

De plus, en août 2015, la garderie du Cerf-Volant a déménagé dans ses nouveaux locaux au chemin de la Scierie, ce qui a permis de tripler la capacité d'accueil de cette garderie. Il est rappelé que la commune a mis à disposition le terrain pour y construire l'immeuble qui regroupe plusieurs logements, dont des logements adaptés, et cette garderie.

En février 2018, à la suite d'une séance de travail entre la Direction du Cerf-Volant et l'administration communale, le besoin de places pour les 1-4P a été relevé et une solution a été envisagée dans les locaux existants du Collège du Chauchy.

En effet, les sous-sols de ce collège sont équipés d'une cuisine, d'une grande salle ayant un accès direct à la cour et d'un espace extérieur sécurisé.

Actuellement, les élèves de ce collège fréquentant l'UAPE de Sous-Allens effectuent généralement les trajets à pied et ce, à midi et l'après-midi. Cette situation n'est pas toujours aisée pour les plus petits, surtout lors de mauvaises conditions météorologiques. Aussi, le fait que les enfants puissent rester sur place est une bonne chose et cela libère douze places dans la structure à Sous-Allens.

Ce projet a été soumis à la Direction des écoles et aux maîtresses de ce collège qui y ont répondu favorablement. La Municipalité les en remercie encore vivement.

Par la suite, l'Office de l'accueil de jour des enfants (OAJE) s'est rendu sur place afin de voir les locaux et a validé ce nouveau projet moyennant quelques aménagements.

Aussi, nous avons le plaisir de vous informer que dès la rentrée d'août 2019, une UAPE de 24 places sera ouverte dans le collège du Chauchy. Cette structure sera gérée par l'Association du Cerf-Volant. Nous relevons que l'ouverture de ces places a été approuvée par le Conseil intercommunal de l'AJEMA lors du Conseil intercommunal du 9 mai dernier.

**f) Saint-Prex est nommée « Cité de l'énergie » – Communication n°21/06.2019**

En 2017, la Commune de Saint-Prex a adhéré à l'Association Cité de l'énergie avec la volonté de déployer une politique énergétique durable.

Le label Cité de l'énergie est remis aux Communes qui ont réalisé et/ou décidé de réaliser un important choix de mesures de politique énergétique et environnementale, qui encourage les énergies renouvelables et augmente leur efficacité énergétique. Les Cités de l'énergie jouent un rôle décisif pour la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération. Plus de cinq millions de personnes vivent aujourd'hui dans une Cité de l'énergie.

Ayant atteint les objectifs requis par une politique énergétique exemplaire et mesurable, Saint-Prex peut désormais se faire appeler «Cité de l'énergie».

Avec l'obtention de ce label, nous avons atteint une étape importante dans l'intérêt de l'environnement et pour la qualité de vie de nos citoyens.

La Municipalité n'entend pas se contenter du label et poursuivra donc son engagement au fil des années.

**g) Accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) – confirmation d'une ouverture du matin – Communication n°22/06.2019**

Comme annoncé lors de la séance de mai dernier, la Municipalité envisageait l'ouverture d'un APEMS les matins à la rentrée d'août 2019 pour un groupe de 12 élèves.

Au vu des inscriptions reçues, nous avons décidé de valider cette ouverture et ce, bien que le nombre d'inscriptions minimum ne soit pas atteint pour les mercredis et vendredis. Elle espère que le bouche à oreilles favorisera rapidement de nouvelles inscriptions.

Cette décision permet de poursuivre l'évolution de notre accueil parascolaire et de respecter ainsi la loi sur l'accueil des enfants.

Dès août prochain, les enfants inscrits seront donc accueillis dès 7 heures et jusqu'au début des cours, du lundi au vendredi, dans les locaux de Sous-Allens.



**Mme Véronique SAVIOZ**, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

**h) Commission culturelle de Saint-Prex – Communication n°19/06.2019**

Nous avons l'avantage de vous apporter quelques nouvelles importantes et réjouissantes, à la suite de notre communication du 13 mars dernier.

Premièrement, la Municipalité a décidé de modifier la dénomination de l'ancienne «commission culturelle», car cette dernière est ambiguë et source de confusions. En effet, cette appellation renvoie, en général, à une politique étatique de la culture, qui inclut un chef de service et une commission culturelle justement. En pareille organisation, cette dernière est sensée analyser les différents projets en vue de les soumettre au chef de service.

A Saint-Prex, nous avons la chance d'avoir de nombreuses sociétés locales, diversifiées et très dynamiques. La Municipalité veut encourager cela et non imposer une culture étatique. De plus, Saint-Prex se situe à proximité de grandes villes offrant une culture de niveau cantonal, fédéral, voire international. C'est une richesse. Mais cela implique aussi que nous ne pouvons pas rivaliser avec ces grandes villes. La Municipalité confirme donc sa fonction de facilitatrice pour la culture, soutenant les initiatives de la population.

Deuxièmement, nous partageons une bonne nouvelle. Mmes Concetta Pino, Silvie Hautle-Pittet et Francine Rochat-Moret ont constitué une association pour reprendre l'organisation de manifestations culturelles à Saint-Prex. Celle-ci œuvrera sous le nom de «Saint-Prex Passion Culture».

Un concert sera organisé en novembre 2019 au Vieux-Moulin. Il sera suivi de trois manifestations par année.

Nous les remercions vivement et les félicitons pour leur initiative !

**Mme Carine TINGUELY**, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

**i) Elimination des déchets végétaux de cuisine – Communication n°27/06.2019**

Afin de permettre à tous les ménages de notre commune d'évacuer régulièrement leurs déchets végétaux de cuisine, une ancienne poubelle de ville a été installée à l'entrée extérieur de la déchèterie.

Ainsi, les déchets de cuisine peuvent dorénavant être déposés dans ce contenant en dehors des horaires officiels de notre structure communale. Nous relevons que pour des questions de volume, cette poubelle n'est pas destinée à recueillir les déchets végétaux de jardin.

Pour rappel, sont considérés comme déchets végétaux de cuisine, tous les déchets compostables ménagers, les restes de repas crus et cuits, les légumes, épluchures, fruits et agrumes, ainsi que le marc de café et de thé (pas en capsule) et les œufs.



Les déchets végétaux de jardin sont à déposer dans la benne ad hoc durant les heures d'ouverture de la déchèterie et pour un volume ne dépassant pas le coffre d'une voiture, soit maximum 1 m<sup>3</sup>.

**j) Elimination des déchets des entreprises – Communication n°28/06.2019**

Lors de la mise en place de la taxe déchets, les entreprises de la commune ont été répertoriées selon diverses variantes.

Après six ans de pratique, la Municipalité a décidé de redéfinir l'accès à notre déchèterie pour les entreprises.

Ainsi, toutes entreprises ayant leurs siège et/ou leurs activités sur le territoire sont soumises à la taxe forfaitaire annuelle, fixée à Fr. 180.00 pour 2019.

Sur cette base, l'accès aux conteneurs enterrés installés sur l'ensemble du territoire leur est permis selon les mêmes conditions que pour les ménages, soit déchets autorisés mis dans des sacs taxés de 17, 35 ou 60 litres.

De plus, les entreprises sont autorisées à déposer à notre déchèterie uniquement les déchets suivants :

- Le verre,
- Le papier et le carton,
- Les métaux ménagers,
- Les piles,
- Les capsules en aluminium,
- Le PET
- La ferraille.

Dans tous les cas, le volume accepté doit correspondre à un coffre de voiture, soit au maximum 1 m<sup>3</sup>.

Il est relevé que l'accès à la déchèterie pour les entreprises ne peut se faire que les jours ouvrables, selon les horaires officiels. En aucun cas le samedi.

Pour tous les autres déchets ou pour des déchets spécifiques ou en grande quantité, elles doivent les éliminer selon les filières officielles, en passant un partenariat avec une entreprise spécialisée par exemple.

## **6) Rapports sur le préavis n°03/05.2019 – Adoption de la gestion et des comptes 2018**

**Mme Barbara DELLWO**, Présidente de la Commission de gestion, informe l'assemblée que certains membres de la Commission présents ce soir au Conseil vont présenter des parties du rapport de Gestion. Ainsi, elle-même, M. Frédéric BERTHOUD et M. Denis OGGIANO rapporteront sur ledit rapport.

Mme DELLWO explique également que la Commission s'est réunie à 18 reprises, notamment suite au départ de la Commission de Mme Véronique SAVIOZ, alors présidente de ladite Commission, suite à son élection à la Municipalité, ainsi qu'en raison de la nomination d'un nouveau membre, M. Marc-Antoine SIEGWART.

**M. Frédéric BERTHOUD** présente le 1<sup>er</sup> point du rapport de Gestion, soit la politique environnementale.

**Mme Barbara DELLWO** présente le 2<sup>ème</sup> point du rapport de Gestion, soit la visite des biens communaux.

**M. Denis OGGIANO** présente le 3<sup>ème</sup> point du rapport de Gestion, soit l'analyse financière.

**Mme DELLWO** reprend la parole afin de présenter certaines parties du 4<sup>ème</sup> point du rapport de Gestion, soit les questions à la Municipalité, notamment les investissements et vision à long terme, les impôts et l'avenir du bâtiment de l'ancienne administration communale.

Mme DELLWO revient sur les observations que la Commission a faites à la Municipalité. Les réponses de la Municipalité sont acceptées par la Commission, bien qu'elle estime que le niveau d'urgence soit plus important qu'il n'y paraît, notamment concernant l'état du bâtiment communal sur la place de l'Horloge ainsi que l'avenir de l'ancien bâtiment de l'administration communale.

Pour terminer, Mme DELLWO remercie, au nom de la Commission de gestion, tous les membres de la Municipalité mais également Mme Guyomard, M. Thévoz, M. Melchior et l'architecte du chantier de la nouvelle piscine, M. Hernach, pour leur disponibilité.

Les membres de la Commission de gestion ont trouvé le climat de collaboration excellent et ont apprécié l'aide qui leur a été apportée lors de l'examen des comptes ainsi que d'avoir toujours obtenu les réponses à leurs questions.

**M. Michel CONNE**, président de la Commission des finances, lit son rapport.

La Présidente remercie les intervenants pour la présentation de leurs rapports et ouvre la discussion.



**M. François LUDWIG** prend la parole en précisant qu'il intervient en tant que délégué au Conseil Intercommunal de la PRM et comme Président de la Commission de Gestion et des Finances de cet organisme. Il a été surpris par les montants figurant aussi bien dans les comptes de la Commune de Saint-Prex que par ceux exprimés dans le rapport de la Commission des Finances sur les résultats de l'année 2018.

À l'aide de diapositives, il montre que la réalité des comptes réels de la PRM ne correspond pas aux montants notés dans les comptes saint-preyards. La participation aux charges de la PRM n'a pas passé de Fr. 887'400.- en 2014 à Fr. 1'110'600 en 2018. La réalité montre que ces coûts ont passé de Fr. 871'654.- à Fr. 915'966.-. L'augmentation des quelque Fr. 45'000.- s'explique par l'augmentation de la population st-preyarde entre ces deux années.

237 habitants de plus à un coût de Fr. 161.- représentent une somme de Fr. 38'100.-. On est loin de l'augmentation de 20 % soulignée par le rapport de la Commission des finances.

Le montant de Fr. 1'110'600.- des comptes de la Commune s'explique de la manière suivante : au moment du bouclage des comptes 2018, la Commune de Saint-Prex n'avait pas encore reçu les comptes de la PRM. Il a bien fallu mettre des montants dans nos comptes. Ce sont ceux du budget qui ont été inscrits, d'où cette distorsion. La correction interviendra dans les comptes 2019. Il faudra alors s'en rappeler pour avoir une vision plus juste de la réalité.

Il est nécessaire de regarder au-delà des chiffres notés, car ils peuvent être trompeurs.

Les budgets de la PRM tiennent compte d'un effectif idéal du nombre de policiers (un policier pour 700 habitants). Les budgets ne sont pas atteints, car cet effectif idéal ne peut être réalisé, le nombre de policiers certifiés sur le marché de l'emploi étant quasi à sec. Mais le jour où il sera atteint, la facture augmentera.

Monsieur Ludwig souligne le fait que les représentants de Saint-Prex au sein de la PRM sont extrêmement attentifs à l'évolution des coûts. Un des critères révélateurs est celui du coût par habitant. La suggestion de la Commission des Finances de Saint-Prex que les budgets soient discutés entre elle et la Municipalité afin de donner des instructions à nos délégués au sein des associations intercommunales peut laisser penser que ces derniers font mal leur travail. M. Ludwig souhaite que cette idée de mise sous tutelle, c'est-à-dire de donner des instructions aux délégués soit abandonnée. Le jour où on lui dira ce qu'il faut qu'il dise ou qu'il fasse, M. Ludwig donnera immédiatement sa démission. Mais peut-être faudra-t-il quand même une certaine coordination.

**Mme Sylvie FUCHS** remercie les Commissions pour leur travail et le beau rapport de la Commission de gestion.

Elle souhaite savoir si la Commission de gestion a parlé de la STEP communale ainsi que des micropolluants dans le cadre de son travail, car elle n'a rien vu à ce propos dans le rapport.

**M. Frédéric BERTHOUD** répond que non.



**Mme FUCHS** adresse donc sa précédente question à la Municipalité et demande également à quoi en est la Commune de Saint-Prex au niveau des micropolluants et de leur traitement, puisque la Commune dispose des technologies pour les traiter. Il faut une volonté politique pour avancer sur ce point et elle rappelle que, dans les eaux usées, sont déversées beaucoup de choses, notamment des médicaments. Ces produits vont donc dans notre eau, puis dans nos rivières, ruisseaux, lac. Sachant que la Commune a les technologies pour traiter lesdits micropolluants, Mme FUCHS désire savoir si la Commune a avancé sur ce point, ou quand ce sera le cas.

A propos du nouveau bâtiment de l'administration communale, Mme FUCHS demande, à la suite de discussions avec des nombreuses personnes, si la salle du Conseil sera dans ces nouveaux locaux. Ledit bâtiment dispose d'une salle polyvalente assez grande pour accueillir les séances du Conseil communal et il serait tout à fait envisageable de se passer de tables et d'utiliser plutôt des chaises à rabat.

Cela permettrait de regrouper toutes les instances politiques dans le même bâtiment.

**Mme Véronique SAVIOZ**, Municipale, rappelle l'histoire de la STEP. En effet, des études ont démarré dès 2013 suite à un message du Canton et de la Confédération qui stipulait que, pour bénéficier de subsides, il fallait que la somme d'habitants concernés corresponde à 24'000 habitants au minimum. Un comité s'est constitué assez rapidement entre les Communes de Saint-Prex, Etoy, Buchillon, Aubonne et Rolle (qui comprend 5 communes dont par exemple Rolle, Tartegnin, etc...). Le total des habitants de ces 9 Communes arrivait ainsi à plus de 30'000 et il était alors possible de rentrer dans les conditions pour construire une STEP capable de retenir les micropolluants en bénéficiant des subsides cantonales et fédérales.

Mme SAVIOZ concède que c'est une priorité ainsi qu'une action écologique.

Une étude a été faite avec un bureau d'ingénieurs et le total pour faire une telle STEP, et y amener les eaux, était de Fr. 90'000'000.-.

Suite à cette étude, il y a eu une série de complications au sein de ce groupe de réflexion.

Une Commune est partie du groupe de travail. Elle a demandé d'une part une contre-expertise et, d'autre part, une comparaison du coût si elle décidait de se désolidariser du groupe des autres communes et de garder sa propre STEP (avec projet de rénovation en y rajoutant la technologie capable de pouvoir retenir les micropolluant).

La contre-expertise, faite en 2017-2018, a démontré que la régionalisation est plus avantageuse financièrement parlant. La contre-expertise a aussi validé le coût estimé par l'étude précédente concernant le projet de régionalisation de la STEP.

Un nouveau COPOL s'est alors constitué, soit un comité politique avec neuf représentants car neuf STEP sont concernées dans ce projet. Ce COPOL a été validé en novembre 2018 avec une proposition d'un représentant pour chaque STEP. M. Viquerat représente la STEP de Saint-Prex, Etoy et Buchillon. Le canton est associé à ce COPOL ; un représentant du service du traitement des eaux y participe.

Ce COPOL se réunit une fois par mois. Actuellement, il y a une bonne dynamique et le projet avance bien. L'objectif actuel est de trouver un lieu sur lequel la STEP puisse être faite. Lorsqu'il aura été défini, il faudra alors créer une entité juridique pour cette future STEP. Ils espèrent définir cela d'ici la fin de la législature et finaliser le projet et le démarrer dans la législature suivante.

Actuellement il y a trois sites qui sont envisagés, notamment à Allaman, dans la région précise de l'Eau Noire ou vers la STEP actuelle d'Allaman. Le troisième lieu est situé sur l'un des terrains en direction de Genève, vers Ikea.



Il est très compliqué de pouvoir se positionner par rapport à ces terrains puisqu'il y a souvent des propriétaires qui refusent de donner leurs terrains et ainsi d'aboutir à des accords.

Le terrain prêt d'Ikea représente un espoir puisque son propriétaire, un paysan, est d'accord d'entrer en matière et des négociations vont pouvoir se faire.

Une fois que la question du terrain sera réglée, viendront alors les questions financières.

Tout cela est un processus complexe qui engage plusieurs personnes, mais c'est en bonne voie.

Concernant la question de Mme FUCHS sur le traitement des micropolluants, Mme SAVIOZ répond que cela est un nouveau domaine qui évolue énormément.

Actuellement, il y a deux techniques expérimentales qui sont agréées par la Confédération.

A Penthaz, une STEP capable de retenir les micropolluants a été faite. Les résultats sont assez spectaculaires puisqu'elle parvient à ôter pratiquement 95% des micropolluants qui vont vers le lac.

C'est peut-être vers cette technique que la Commune pourrait se retourner puisque cette technologie est assez simple et très prometteuse. Encore faut-il rester prudent par rapport au moyen et au long termes puisqu'il s'agit de technologies nouvelles et que l'on n'a pas encore beaucoup de recul. En tous les cas, il y a aussi des réflexions à ce niveau-là.

**M. Stéphane PORZI**, Municipal, répond à la question de Mme FUCHS concernant la salle du Conseil dans le nouveau bâtiment communal. Les nouvelles normes de sécurité posent souci à la Commune concernant cette salle. En effet, une salle contenant plus de 50 personnes doit obligatoirement avoir deux voies de fuite. Dans le projet tel qu'il est réalisé, faire deux sorties aurait été une réelle perte de place, un couloir aurait dû être créé et cela n'a donc pas été prévu dans le projet initial.

Un exercice a été fait avec le Service des bâtiments en remplaçant les tables par des chaises à rabat. Malgré le fait qu'il n'y en avait pas le nombre relatif au nombre des membres du Conseil, les chaises étaient vraiment très serrées.

M. PORZI explique qu'il n'y a pas d'autres options et que la Municipalité trouve que le Conseil n'est pas si mal dans l'aula du Cherrat.

Malheureusement, ils rencontrent le même problème avec le carnotzet qui a été refait. Alors que l'on pouvait y manger à 65 personnes avant, il est désormais homologué pour 50 personnes. Un Securitas doit être présent si l'on souhaite avoir plus de monde. C'est nouvelles normes sont embêtantes mais ce sont les faits.

**M. Pierre ENDERLIN** a également une question concernant la STEP. En effet, Mme Barbara REGAMEY, ancienne Municipale, a souvent évoqué le délai par rapport à la présentation d'un projet communal pour l'obtention des subventions fédérales. Il souhaite savoir, dans les perspectives annoncées par Mme SAVIOZ précédemment, si la Commune est toujours dans les délais.

**M. MOSINI**, Syndic, répond qu'à son avis oui mais que fédérer toutes les communes et arriver à un projet concret va prendre encore une législature et c'est cela qui bloque la Commune pour réaliser cette STEP. La Commune de Saint-Prex est enthousiaste par rapport à ce projet.

De plus un avantage conséquent qui en découlerait serait de pouvoir enlever la STEP au bord du lac, même s'il restera toujours la station de relevage.



**M. Alain JOUFFREY** remercie la Commission de gestion pour leur excellent travail sur l'aspect environnemental. La Commission relève l'aspect communication et il pense que la Municipalité pourrait se remettre à solliciter les membres du Conseil et relancer une Commission qui pourrait amener des idées et faire également le lien avec la population, notamment les jeunes.

M. JOUFFREY pense qu'il faudrait amener les jeunes à s'impliquer dans le pouvoir démocratique également, et ainsi sortir de la tendance des jeunes qui manifestent sur l'urgence climatique mais qui ne sont pas impliqués dans la politique Communale. Il en veut pour preuve que les jeunes de moins de 25 ans, avec pouvoir décisionnel, ne sont pas nombreux à la séance de ce soir.

M. JOUFFREY pense qu'il y a vraiment quelque chose à envisager et encourage la Municipalité à solliciter les vieux et les jeunes afin que tous amènent leurs idées, dont beaucoup peuvent se faire avec des budgets moindres.

**Monsieur Anthony HENNARD**, Municipal, répond que la réflexion est en cours afin de recréer une commission.

La Municipalité est consciente que la Commune doit s'améliorer au niveau la communication. Il a d'ailleurs été noté, entre autres, par le label Cité de l'énergie, que le plus grand point faible était la communication. Par chance il y a déjà plusieurs systèmes et supports de communication en place au sein de la Commune. L'amélioration sera ainsi sûrement assez facile.

Un gros effort doit être fait de ce côté-là, mais dans la politique communale qui a été mise en place, il a été jugé préférable de faire d'abord des choses, de les mesurer et ensuite de les expliquer.

M. HENNARD prend note de la suggestion de M. JOUFFREY concernant l'intégration de personnes plus jeunes au sein de la Commission qui sera sans doute recréée dans le futur.

**M. BERTHOUD** est inquiet concernant le nombre de personnes pouvant se réunir dans le carnotzet communal et demande si cela signifie que les repas de fin d'année du Conseil communal ne s'y feront plus. Si tel est le cas, il trouve cela très dommage, car même si le repas est très bon, le faire dans une cantine scolaire n'est pas extraordinaire et il espère qu'une solution sera trouvée. De plus, il partage l'avis de Mme FUCHS quant au fait que faire les séances du Conseil communal dans le collège du Cherrat n'est pas idéal.

**M. PORZI**, Municipal, explique que si un Securitas est présent, le repas du Conseil pourra se faire dans le carnotzet communal. Il ajoute avec humour qu'il promet que cela se fera, même s'il doit faire lui-même le Securitas pour cela.

**M. CONNE** répond à M. LUDWIG, qu'en définitive il est en train de dire que l'on doit se coordonner et que c'est là justement la suggestion de la Commission des finances, de manière à pouvoir agir intelligemment, ce qui ne veut pas dire que ça n'est pas le cas aujourd'hui.

Il est vrai qu'à ce jour, parmi les Commissions des associations intercommunales, il n'y a pas de coordination et c'est à cela qu'il faudrait pallier.

**M. LUDWIG** est rassuré d'entendre ceci et il n'est donc pas prêt de démissionner, sauf à la fin de cette législature. Cela montre aussi que, malgré ses liens d'amitié avec M. CONNE, ils ne s'étaient pas coordonnés dans leurs interventions de ce soir qu'ils peuvent avoir des avis très différents, même s'ils restent malgré tout souvent du même avis.



La parole n'étant plus demandée la Présidente clôt la discussion et relit les conclusions des rapports.

Les Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- vu les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2018, accompagnés du rapport de la Municipalité
- entendu les rapports des Commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décident

- 1) d'approuver la gestion et les comptes communaux pour l'exercice 2018 et le bilan, tels qu'ils sont présentés ;
- 2) d'accorder à la Municipalité un crédit complémentaire global de Fr. 13'266.00 pour équilibrer un compte communal d'investissements accusant un dépassement ;
- 3) de prendre acte qu'un bonus global de Fr. 345'121.00 a été réalisé sur cinq comptes communaux d'investissements dont les travaux ou les acquisitions sont terminées ;
- 4) de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2018.

Au vote, les conclusions des rapports sont approuvées et le préavis n°03/05.2019 est donc accepté, à l'unanimité.

**7) Rapports sur le préavis n°04/05.2019 - demande d'un crédit de Fr. 35'000.00 pour étudier l'amélioration de l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin**

**Mme Adrienne SENNWALD** lit son rapport.

**M. Michel CONNE** lit son rapport.

La Présidente ouvre la discussion.

**Mme Sophie ROUQUETTE-STUDER** soutient ce projet de mobilité douce mais a tout de même une question de principe concernant le périmètre pour ce projet.

En effet, elle est surprise de constater que dans ce préavis, il n'est pas pris en compte les trajets reliant le Chauchy au Vieux-Moulin ou le Chauchy et Vieux-Moulin au Cherrat.

Le Conseil a appris ce soir, avec les communications de la Municipalité, que les élèves de l'UAPE n'auront plus ce trajet-là à faire. Toutefois, à partir du printemps prochain, il y aura la piscine qui sera en activité. Les classes, et en particulier les petites classes, seront des utilisateurs de cette piscine.

Il aurait paru opportun à Mme ROUQUETTE-STUDER, d'inclure à l'occasion de cette étude un bilan sur l'ensemble des installations sportives et l'ensemble des lieux de classe.

Mme ROUQUETTE-STUDER s'interroge sur le pourquoi de ce périmètre restreint.

**Mme Carine TINGUELY**, Municipale, répond que c'est une bonne remarque mais que cela était voulu. En effet, le périmètre décrit par Mme ROUQUETTE-STUDER fera l'objet d'une autre étude, qui sera une aide à la traversée de la RC1. Actuellement, il y a un chemin piéton qui existe depuis le Vieux-Moulin et qui arrive jusqu'à la RC1.

Ensuite vient la traversée de la RC1 et dans ce périmètre, ce sera une étude sur la traversée de la RC1, jusqu'à Warnery.

Le périmètre de l'étude a été étendu jusqu'au chemin Warnery, puisqu'il y a un projet de construction sur la parcelle qui jouxte ce qu'on appelle communément le chemin Rose.

La Commune a obtenu des propriétaires une servitude pour les vélos et va pouvoir doubler la largeur de ce cheminement.

La parole n'étant plus demandée la Présidente clôt la discussion et relit les conclusions des rapports.

Les Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- entendu les rapports des Commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décident

- 1) d'autoriser la Municipalité à étudier l'amélioration de l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et le centre culturel sportif du Vieux-Moulin ;
- 2) de lui accorder le crédit nécessaire soit la somme de Fr. 35'000.00 ;
- 3) d'admettre que cette dépense soit financée par des recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt ;
- 4) d'admettre que cette dépense soit amortie en une seule fois en 2021 par la reprise du compte de réserve n°9282.09 « fonds pour mobilité douce ».

Au vote, les conclusions des rapports sont approuvées et le préavis n°04/05.2019 est donc accepté, à l'unanimité.

## **8) Préavis n°05/06.2019 – demande de compléments au budget 2019 du service des finances communales**

Le préavis est transmis à la Commission des finances.

**9) Préavis n°06/06.2019 – demande d'un crédit de Fr. 48'000.00 pour financer l'achat de la cabane de pêcheur – avenue de Taillecou 5 – parcelle n°49, ECA 670**

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Luc MORET  
Sandra BASTOW  
Concetta PINO

Pascal GIRARDET  
Louis-Claude PITTET

Suppléants :

Luc DUPUIS

Philippe DEILLON

**10) Nomination du bureau pour la 4<sup>ème</sup> année de législature**

**a. du/de la Président/e du Conseil communal**

**b. du/de la Vice-Président/e**

**c. de deux scrutateurs/scrutatrices**

**d. de deux scrutateurs-suppléants/scrutatrices-suppléantes**

La Présidente informe l'assemblée que tous les membres du bureau se représentent pour la 4<sup>ème</sup> année de législature et demande s'il y a d'autres propositions.

Aucune proposition n'est faite. Les membres du bureau sont donc nommés, tel que suit :

- a. Mme Anouk GAUMANN – Présidente
- b. Mme Sylvie FUCHS – Vice-Présidente
- c. Mme Marie-Claire MAMIN – Scrutatrice  
M. Antonio TODDE – Scrutateur
- d. Mme Florence PORECCA et Mme Sandrine PITTOLAZ – Scrutatrices-suppléantes

Le bureau, pour la 4<sup>ème</sup> année de législature, est élu par les applaudissements de l'assemblée.



## 11) Mot de la Présidente

Mme la Présidente prend la parole.

\*\*\*\*\*  
***Avis*** – *Le texte qui suit a été lu par son auteur, Mme Anouk GAUMANN, Présidente, in-extenso. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.*  
\*\*\*\*\*

Il y a une année, j'accédais au perchoir comme on dit. Une fonction honorifique que je me réjouissais d'endosser. Chaque instant depuis a été un moment de découverte et de bonheur. Que ce soit les interactions avec vous, chers conseillers et municipaux. Que ce soit les rouages du fonctionnement communal. Que ce soit les beaux projets. Et surtout, que ce soit le contact avec les habitants. Chaque instant a été enrichissant.

Je savais cette fonction assez réglementée et pour avoir observé mes prédécesseurs, je m'en faisais une idée assez précise. Cette première année de présidence a offert quelques surprises. De bonnes surprises.

De la nouveauté : Je pensais être la petite nouvelle du Bureau. Avec un tournus de deux ans le ou la Présidente occupe le poste le plus volatile et éphémère. Dans les faits, nous étions plusieurs à être de petits nouveaux. La secrétaire, Lydie, était arrivée un mois avant moi. L'huissier, Pierre, devait être nommé et allait entrer en fonction 4 mois plus tard. Deux nouveaux municipaux, un bureau électoral qui déménage et plus encore.

Il y a eu aussi des épreuves : Je ne m'attendais pas à vivre les montagnes russes : des moments difficiles au niveau humain. Notre ancien huissier Jean-Pierre atteint dans sa santé qui doit renoncer à son poste plus tôt que prévu et qui perdra quelques mois plus tard sa compagne Madame Georgette Kalbermatten. Roger qui nous quitte également subitement le jour de mon anniversaire. À côté de ça du bonheur, le bonheur d'être entourée de personnes magnifiques, des dépouillement sympathiques, des rencontres.

Merci, chers conseillers. Vos encouragements, vos petits mots m'aident et me font plaisir. Même mes réflexes de maîtresse sont acceptés, parfois avec un petit sourire. Il me reste encore une année, pour réussir à vous faire utiliser le micro.

Plus que tout, je sens votre confiance. Alors, je n'ai pas d'hésitations à le dire, je suis une présidente comblée. Merci à vous.

## 12) Simples questions

La Présidente ouvre la discussion.

**M. Raymond TARDY** a une question concernant la biodiversité. Il est étonné de voir qu'il n'y a plus ou pas d'entretien à l'extérieur de nouveaux terrains de foot, le long des barrières. Il en est de même sur la partie NORD des anciens bâtiments de l'armée où il y a aujourd'hui les pompiers, la protection civile et la commune de Buchillon, du côté du parc de l'autoroute, entre autres.

M. TARDY ne trouve pas cela très beau et des chardons poussent à certains endroits, ce que tout agriculteur a l'obligation de détruire avant floraison.

Il souhaite savoir pour quelles raisons ceci n'est pas entretenu.

**Mme TINGUELY**, Municipale, explique que c'est une volonté de la Commune de Saint-Prex et que beaucoup d'autres communes ont également cette volonté concernant la biodiversité.

Mme TINGUELY a pu, avec Monsieur PHILIPPONA, chef du service des parcs, aller observer la manière dont la Ville de Lausanne fait ses jardins.

Il y a un vrai tournant aujourd'hui et la biodiversité est quelque chose qui est au goût du jour. La pelouse bien tondue avec des petites bordures et des herses, n'est plus du tout tendance.

Concernant les deux cas spécifiques que M. TARDY a nommé, Mme TINGUELY va aller se renseigner et demandera à ce que les chardons soient coupés.

**M. Christian BOILLAT** remercie la Municipalité pour l'ouverture d'esprit et l'écoute envers les commerçants lors de leur rencontre, entre autres avec M. Fabrice DESSAUX.

Il propose que pour une prochaine fois, elle explique en amont aux commerçants ce qui a été décidé, en approchant les commerçants avec plus de diplomatie, plutôt que de les faire arrêter à la déchetterie.

**Mme FUCHS** revient sur le préavis n°06/06.2019 pour l'achat de la cabane du pêcheur, qui va être pris en charge par une Commission. Elle ne voudrait pas faire le travail de la Commission mais aimerait suggérer que l'on soit exemplaires en déposant la toiture, ceci en raison des termites et de l'amiante. Elle souhaite que l'on fasse quelque chose dans les règles du respect de l'environnement et de la sécurité.

**M. JOUFFREY** ne sait pas s'il a manqué un mail donné ou s'il n'a pas encore été envoyé et demande quand le calendrier des séances du Conseil pour la 4<sup>ème</sup> année de législature sera donné.

La Présidente répond avec humour qu'à la même époque l'année passée le Conseil n'avait pas encore reçu les dates. Celles-ci seront transmises la semaine prochaine par la secrétaire du Conseil.

**M. BOILLAT** aimerait savoir à qui il doit s'adresser concernant les transports publics car il fait partie de l'organisation du tour du pays de Vaud et ils ont de gros soucis, pour pouvoir arrêter les bus MBC dans le parcours, ce qui se faisait à l'époque. En effet, on leur a dit que c'était désormais impossible d'arrêter les bus à certains moments de la journée, notamment de 16 heures à 20h ou 22h.

**M. MOSINI**, Syndic, répond qu'il faut s'adresser à la Commune qui transmettra aux MBC, et qu'ils verront ensemble qu'elles sont les alternatives possibles.



**Mme Sandrine PITTOLAZ** revient sur la dernière édition de la Balise. Elle félicite la Municipalité d'avoir demandé une œuvre à M. Sarto. Mais alors que les dames de notre pays se sont dernièrement mobilisées pour leurs droits, la photo du dernier journal communal de Saint-Prex montre nos deux Municipales assises alors que leurs collègues masculins sont debout. Cette photo pourrait, et elle insiste sur le conditionnel, faire croire à un sentiment d'infériorité, ce qui, elle pense, n'était pas le but recherché.

**M. MOSINI**, Syndic, répond que cette remarque est très cocasse puisqu'ils ont fait plusieurs photos, dont tous debout et Mesdames les Municipales ont également pu choisir celle qui paraîtrait dans la Balise. C'était une photo concertée.

**M. LUDWIG** intervient sur un sujet qui ne devrait pas amener de débat ni de réponse de la part de la Municipalité. Il s'est réjoui d'entendre les propos de Mme SAVIOZ à propos de la bienveillance de la Municipalité à l'égard de la culture.

Le jeudi 16 mai dernier, il a eu la chance et le bonheur d'assister à une représentation chorale et théâtrale du petit chœur primaire de Saint-Prex, au Vieux-Moulin. D'autres membres du Conseil ont eu le même bonheur. La prestation des enfants, tous de Saint-Prex, a été remarquable et bien applaudie. La directrice de ce petit chœur y est certainement pour quelque chose.

Au détour d'une conversation lors de la verrée qui a suivi, il a été intrigué par des propos qui évoquaient certaines difficultés et frottements entre la Commune et la directrice et cette entité. M. LUDWIG s'est alors approché de la directrice, qu'il ne connaissait pas, et lui a demandé ce qu'il s'était passé.

M. LUDWIG précise qu'elle n'a strictement rien demandé et que ses intervention et dires ne lui ont pas été dictés par cette personne. Seulement, ce qu'il a entendu l'a fait réagir et le fait intervenir ce soir, de sa propre volonté. Il ne faudra pas tenir rigueur à cette directrice, Mme Besançon.

M. LUDWIG croyait que l'Etat et la Commune étaient là pour la population comme il l'a été dit à l'inauguration du bâtiment communal. Mais quand il a entendu la peine qu'a eu cette directrice à pouvoir disposer du Vieux-Moulin pour une répétition et qu'elle avait été, à cette occasion, traitée d'enquiquineuse, il s'est dit que les temps changeaient. Il n'a pas poussé plus loin les investigations en faisant une enquête.

M. LUDWIG concède que la directrice du chœur s'y était peut-être mal prise ou pas prise comme il fallait en remplissant trois formulaires et en écrivant deux lettres à la Municipalité pour réserver le Vieux-Moulin pour cette répétition.

Mme Besançon lui a dit avoir reçu une lettre de la Commune, lettre qu'il n'a pas lue, qui lui annonçait que sa demande de modification de l'éclairage allait lui être facturée Fr. 200.-, et que si cela continuait ainsi, elle ne mettrait plus sur pied de spectacle.

Facturer Fr. 200.00 pour cela alors que le Conseil vient de voter des comptes de Fr. 50 millions l'amuse beaucoup. Peut-être qu'il s'agit là d'une question d'équité de traitement pour l'ensemble des différentes sociétés, bien que l'école ne soit pas une société même si elle n'est plus totalement communale.

De plus, c'était une soirée gratuite avec un chapeau à la sortie. Il ne trouverait pas normal que les Fr. 20.00 qu'il y a glissé servent à payer cette modification d'éclairage.

A contrario, si la Commune prend à sa charge ces frais, ce seront nos impôts qui les paieront, ce dont il faut être conscient.

M. LUDWIG pense qu'il serait bien triste de couper l'élan de cette directrice. Il ne demande aucune explication ou justification de la part de la Municipalité mais seulement de faire en sorte de ne pas couper les élans de bonne volonté et faire preuve, à certaines occasions, d'un peu de souplesse.

**M. MOSINI**, Syndic, remet, au nom de la Municipalité, une petite attention florale à la secrétaire du Conseil qui a eu la joie de se marier dernièrement.

**M. Jacques ROCHAT** plaisante en disant qu'il est heureux d'apprendre que sa fille a gradé, étant donné que M. MOSINI a fourché en la nommant secrétaire municipale au lieu de secrétaire du Conseil.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

### **13) Contre-appel**

Il est fait.

La séance est levée à 22h09.

La Présidente :

Anouk Gauman



La Secrétaire :

Lydie Jaussi

